

**TUNISIE**  
**RECRUTEMENT DE RESPONSABLE DOCUMENTATION**  
**Du projet 'Observatoire pour la défense du droit à la différence (O3DT) en Tunisie'**

**TERMES DE REFERENCE DE LA MISSION**

**Cadre Général**

La Constitution tunisienne de 2014 consacre la protection des droits civils et politiques, ainsi que celle des droits sociaux, économiques et culturels. Cependant, les discriminations dont souffrent quotidiennement la population de couleur, les LGBTQI+ ou encore les personnes en situation de handicap, plus particulièrement **les femmes** montrent que le vrai défi est de traduire dans la pratique cette constitution, et les conventions internationales ratifiées par la Tunisie à travers l'harmonisation de tout l'arsenal législatif existant, et d'adopter des politiques et programmes pour les garantir. Au niveau du cadre législatif, en matière de discriminations nous constatons que différentes normes sont contraires aux principes consacrés dans la constitution ou ne sont pas appliquées, et que les droits de différents groupes sont bafoués.

Dans le **but** de défendre l'idée d'une société juste et égalitaire, ce projet compte contribuer à la prévention et la lutte contre toutes les formes de discriminations. Cette action de caractère pilote va pouvoir mobiliser plusieurs acteurs, tout en plaçant au centre de l'action les personnes qui subissent les discriminations. L'Observatoire pour la défense du droit à la différence (O3DT) se veut une réponse à un sujet brûlant : **identifier les inégalités et discriminations et leurs étendues, appréhender les mécanismes qui les produisent et les maintiennent, et proposer des actions efficaces afin d'adresser ces formes de discrimination.**

Ainsi, afin de pouvoir élaborer des réformes et programmes holistiques et sensibles aux minorités, le projet '**Observatoire pour la défense du droit à la différence (O3DT) en Tunisie**' vise à renforcer et promouvoir l'engagement des décideurs, acteurs de la société civile et la société dans son ensemble contre les discriminations. Le projet vise à améliorer la condition des droits humains relatifs aux minorités et aux groupes vulnérables en Tunisie. L'Observatoire sera un nouvel espace de coordination entre groupes discriminés, acteurs publics et société civile pour repenser et traiter des injustices criantes en mettant en place des réformes structurelles. En ce sens, l'Observatoire assumera un rôle de veille, de sensibilisation auprès des autorités et du grand public sur les inégalités exercées sur les minorités. La formation d'un réseau d'influence relatif à un projet de loi en faveur de la protection des minorités et le renforcement des capacités des parties prenantes pour un meilleur engagement dans le projet sont aussi planifiés.

L'association pour la promotion du droit à la différence (ADD) lance un appel pour recruter un-e documentaliste pour le maintien de la base de données de l'Observatoire.

**Présentation Droit à la différence**

L'association a été créée en avril 2011 par des citoyens et des citoyennes. Leur préoccupation première est de promouvoir les droits humains universels dans une société plus juste dont le droit à la différence, les droits des femmes et la gouvernance et transition démocratique en Tunisie. L'association est à but non lucratif, elle compte 75 adhérents et adhérentes dont 30% de jeunes.

**Présentation du FNUD**

Le FNUD a été créé en 2005 à l'initiative du Secrétaire-Général des Nations Unies Kofi A. Annan, comme un Fonds d'affectation spéciale du Secrétaire-Général qui soutient les efforts de renforcement de la démocratie dans le monde. Le FNUD soutient des projets visant à renforcer la voix de la société civile, à promouvoir les droits de l'homme et à encourager la participation de tous les groupes aux processus démocratiques.

**Objectif général du projet :**

Promouvoir et renforcer le droit et la position des minorités en Tunisie pour une participation citoyenne égalitaire

**Objectifs spécifiques :**

- Appuyer les minorités dans leur processus de prise de conscience et de mobilisation en faveur de l'égalité et de la non-discrimination.
- Mettre en place un cadre légal garantissant les droits des minorités.

**Profil et qualifications requises**

-Bonne connaissance de la société civile tunisienne,  
-Expériences liée au mandat de l'Organisation ou un de ses partenaires serait un atout;  
-Qualités de communication écrite et orale ;

Adresse : 68 rue 2 mars 1934-Centre Bouchoucha- D2- 3<sup>e</sup> étage- Bizerte 7000

Tél : 72421692/28382212

Email : droit.difference@gmail.com

JORT: 2011E00345APSF1

Matricule Fiscal : 1276029/Z

CNSS : 530308-09

- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (logiciels de bases de données) ;
- Mettre en place un plan de gestion des documents;
- Appliquer les procédures de conservation des documents conformément à la durée de vie prescrite par l'Institution ;
- Créer un espace documentaire et y classer les documents pertinents;
- Etablir la liste des besoins pour l'archivage et la création d'un espace documentaire ;
- Renforcer les capacités du staff administratif et programme pour la gestion de l'espace de documentation et d'archivage.
- Autres qualités requises : sens du travail en équipe, capacité à coordonner divers acteurs, leadership et polyvalence.
- Aucune appartenance aux partis politiques et neutralité

#### Zone d'intervention

Grand Tunis (Tunis, Ariana, Ben Arous et Mannouba)/Kairouan/Jerba/Médenine

#### Qualification et expérience requise du responsable documentation

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire d'archiviste, documentaliste ou diplôme équivalent
- Avoir une expérience dans le domaine de la collecte d'informations
- Avoir des connaissances en informatique et particulièrement en logiciels d'archivage adapté au projet

#### Durée de la mission

24 mois dès signature de contrat

#### Langues

Maîtrise de l'arabe et du français. Une bonne connaissance de l'anglais est un atout.  
Excellentes capacités rédactionnelles en français.

#### Grille d'évaluation : L'offre sera examinée selon la grille ci-dessous :

CRITERES		PONCTUATION 1000
Section 1	<b>Expertise du soumissionnaire</b>	300
1.1	Expérience dans des projets similaires	100
Section 2	<b>Compétences exigées</b>	200
2.1	Qualification financières	100
2.2	Travail d'équipe	100
Section 3	<b>Offre financière</b>	100
3.1	Pertinence de l'offre financière	100

A l'issue de cette phase toutes les offres ayant obtenu une note technique inférieure à la note technique minimale de 700 points qui représente 70% des points totaux de la proposition technique seront rejetés (notée sur 1000 points)

#### Dossier de candidature

- Une lettre de motivation
- Un CV
- Une proposition financière
- 

#### Soumission de la candidature à ADD

Si vous êtes intéressé-e par l'offre, vous êtes prié-e de bien vouloir soumettre votre candidature à [droit.difference@gmail.com](mailto:droit.difference@gmail.com). La candidature doit inclure votre CV, une lettre de motivation, une offre financière et des références professionnelles, avant le 30 janvier 2018 avec la référence en objet: « Recrutement consultant/e Droit à la différence (projetO3DT) ». Seules les personnes dont les candidatures seront pré-sélectionnées seront contactées.

Adresse : 68 rue 2 mars 1934-Centre Bouchoucha- D2- 3<sup>e</sup> étage- Bizerte 7000

Tél : 72421692/28382212

Email : [droit.difference@gmail.com](mailto:droit.difference@gmail.com)

JORT: 2011E00345APSF1

Matricule Fiscal : 1276029/Z

CNSS : 530308-09